



Luigi Di Maio, chef de la diplomatie italienne depuis septembre 2019.

**NOTRE CONTRIBUTION MILITAIRE EST LIÉE À NOS OBJECTIFS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ NATIONALE.**

→ Notre approche est inclusive et se fonde sur la collaboration des différents acteurs : gouvernements, institutions, secteur privé, ONG, etc. Le ministère a récemment défini un document intitulé « Partenariat pour l'Afrique », qui précise nos priorités, ainsi que les grandes lignes directrices de notre action. C'est dans l'absolu le premier rapport de ce type en Italie. Il doit nous aider à devenir plus pragmatique et opérationnel à travers le continent.

**Diriez-vous que l'Italie s'investit davantage sur le continent aujourd'hui ?**

Nous avons considérablement renforcé notre présence en Afrique. Ces dernières années, nous avons inauguré de nouvelles ambassades en Guinée, au Niger, au Burkina Faso et bientôt au Mali, ce qui démontre notre implication dans le Sahel. Nous avons été le premier pays membre de l'UE à ouvrir une représentation permanente auprès de l'Union africaine (UA). Militairement, notre contribution est directement liée à nos objectifs en matière de sécurité nationale, comme la lutte contre le terrorisme, l'immigration clandestine et la criminalité organisée.

**Dans quels cadres l'Italie intervient-elle militairement en Afrique ?**

Nous sommes actuellement l'un des principaux contributeurs occidentaux en Casques bleus à travers le continent. Les soldats italiens sont présents au sein de la Minusma au Mali et de la Minurso au Sahara occidental. Nous sommes également présents en Somalie, au Niger, au Mali et en République centrafricaine dans le cadre de différentes opérations européennes. À titre bilatéral, nous soutenons nos partenaires africains en Libye, à Djibouti, et donc au Sahel. Enfin, l'Italie a adhéré à la *task force* Takuba et a envoyé la frégate Martinengo dans le golfe de Guinée pour lutter contre la piraterie et participer à la formation des forces navales des pays côtiers.

**Que fait concrètement le gouvernement pour soutenir le secteur privé italien en Afrique ?**

Nous renforçons nos réseaux de soutien sur le terrain, qui ne se limitent pas à nos ambassades et à nos agences consulaires, mais qui comprennent également les bureaux de l'Italian Trade Agency (ITA). Dès que les conditions sanitaires le permettront, nous redéfinirons un calendrier de missions commerciales

et d'initiatives diverses, destinées à approfondir les relations de nos entreprises avec le continent sur les secteurs les plus prometteurs et dans les projets financés par les banques multilatérales de développement.

**Les priorités italiennes ont-elles changé avec la pandémie du Covid-19 ?**

Elle a davantage mis en relief les secteurs de coopération sur lesquels nous entendons nous concentrer, notamment en faveur d'une reprise économique rapide, durable et inclusive. D'un point de vue sanitaire, l'Italie a été l'un des grands promoteurs de l'Accélérateur ACT, mis en place par l'UE et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en septembre, pour accélérer la définition et le déploiement de vaccins, tests et traitements contre le virus, tout en améliorant les systèmes de soin sur place. Démarrée dans ce contexte en décembre, la présidence italienne du G20, établie sur trois piliers – People, Planet and Prosperity –, s'attachera à relever ces défis, avec pour fil conducteur, la lutte contre la pauvreté, avec un intérêt particulier pour l'endettement des pays. L'Italie a décidé de consacrer à l'Afrique une partie importante de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20 qui se tiendra à Matera, les 28 et 29 juin. ■